

Comité  
Communiste  
Internationaliste  
(Trotskyiste)

# **COMBATTRE**

## **POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME**



Pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire

Supplément au  
n° 23  
octobre 2011  
Prix : 1,00 €

### **RAPPORT INTERNATIONAL SOU MIS A LA DISCUSSION DES JOURNEES D'ETUDES DU CCI(T) DES 1<sup>ER</sup> ET 2 OCTOBRE 2011**

**Première partie :**

**LA CRISE**

**Deuxième partie :**

**LES RAPPORTS ENTRE LES CLASSES**

Contact :

[ccit@cci-t.org](mailto:ccit@cci-t.org)

Site : <http://cci-t.org>

*« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)*

# PROMOUVOIR LE MARXISME REVOLUTIONNAIRE FACE AUX CHARLATANS

Ces journées d'études des 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2011 se tiennent alors que sous nos yeux et sous les yeux de la classe ouvrière mondiale, le système capitaliste mondial commence à se disloquer. Toutes les contradictions du capitalisme au stade impérialiste, différées artificiellement depuis des dizaines d'années, sont en train d'exploser ou vont exploser. Les plus grands bouleversements économiques, politiques et historiques sont devant nous.

Cela ne signifie nullement mécaniquement la fin du capitalisme. Cela signifie la barbarie si la classe ouvrière ne trouve pas le chemin de la révolution victorieuse. Et elle ne pourra le trouver sans l'aide d'un POR, d'une IOR. Le décalage entre d'un côté la réunion de toutes les conditions objectives, c'est-à-dire avant tout économiques, de la révolution et de l'autre la faiblesse extrême des conditions subjectives, c'est-à-dire l'activité consciente et organisée pour construire un POR, une IOR, est encore plus manifeste maintenant que la crise déferle. Il y a urgence.

La première chose à faire quand on prétend vouloir construire un POR, une IOR, est de tenter de comprendre la situation mondiale dans toutes ses déterminations économiques, sociales et politiques.

Pour les militants révolutionnaires, il n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. De larges masses dans le monde associe désormais, ou plutôt à nouveau, le capitalisme à la crise, mais il ne faut pas en déduire ipso facto que ces masses considèrent dans leur ensemble que le capitalisme n'a plus d'avenir. Plus exactement, elles n'ont pas conscience que leur propre avenir est totalement antagonique avec le maintien du capitalisme. Et elles ont encore moins conscience de ce par quoi il faut le remplacer.

La faillite de la bureaucratie stalinienne avec la disparition de ce qui restait d'Etat ouvrier, même profondément dégénéré, en 1991, a été présentée à la classe ouvrière, non seulement par la bourgeoisie, mais aussi par les appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier, comme étant la faillite du socialisme et du combat pour le communisme. La bouffée d'oxygène donnée ensuite au capitalisme par sa réintroduction dans l'ex-URSS, les pays de l'Est, puis en Chine a renforcé ce désarmement politique. Cette parenthèse économique favorable au capitalisme s'est refermée, mais cela ne suffit pas pour entraîner mécaniquement la construction d'une conscience révolutionnaire dans les masses.

Lénine, dans un passage connu de « Que faire » explique à propos des grèves d'après 1890 en Russie :

*« Prises en elles-mêmes, ces grèves étaient une lutte trade-unioniste, mais non encore social-démocrate ; elles marquaient l'éveil de l'antagonisme entre ouvriers et patrons ; mais les ouvriers n'avaient pas et ne pouvaient avoir conscience de l'opposition irréductible de leurs intérêts avec tout l'ordre politique et social existant, c'est-à-dire la conscience social-démocrate [...] Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que*

*par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conscience qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers etc. »*

Même si beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis que Lénine a écrit ces lignes, ce passage reste entièrement actuel pour expliquer l'importance décisive de la théorie marxiste et de son incarnation vivante dans un parti révolutionnaire. Donc il nous faut revenir aux fondamentaux de la théorie marxiste, défendre une analyse marxiste de la crise mondiale du capitalisme.

Certes l'idéologie bourgeoise du libéralisme pur et dur qui prévalait encore il y a quelques années a du plomb dans l'aile. Mais cela ne donne en soi aucune issue pour la classe ouvrière. Au contraire, l'union sacrée en défense du capitalisme se réalise aujourd'hui pour nier, obscurcir les raisons profondes de cette crise et tenter ainsi de nier l'absolue nécessité de la révolution socialiste. La crise ne serait due qu'à une mauvaise politique, un aveuglement des marchés, un manque de régulation, un mauvais partage des richesses, un excès de dépense ou bien un excès d'austérité, à un manque de relance, au triomphe de la cupidité, aux financiers, aux agences de notation etc. etc. Il suffirait donc de changer de politique, de réguler les marchés, de faire quelques bonnes lois, de taxer les revenus du capital, d'imposer les riches, de redonner aux pauvres, de taxer aux frontières les importations des pays qui ne respectent pas les normes sociales ou écologiques, d'augmenter les salaires, ou bien au contraire de renforcer l'austérité, de diminuer encore les dépenses publiques, d'augmenter la flexibilité du travail et la productivité, ou bien même encore mêler ces deux politiques dans un habile dosage dont chacun prétend avoir le secret.

Que l'on se comprenne bien : les révolutionnaires n'ont rien contre l'augmentation des salaires ni contre l'imposition des hauts revenus etc. Mais toutes ces « solutions pour sortir de la crise », avancées soit par les partis bourgeois, soit par les partis ouvriers bourgeois, et tous leurs petits ou grands portefeuilles ont une caractéristique commune, celle d'être totalement inopérante pour résorber la crise, et un objectif commun, celui de rester à tout prix dans le cadre du capitalisme.

Une des tâches essentielles aujourd'hui des militants révolutionnaires consiste donc à apporter « du dehors », pour reprendre Lénine, les éléments d'une compréhension théorique de la crise du capitalisme, face aux charlatans de tous poils qui infectent le mouvement ouvrier. Pas par pur intellectualisme. Mais parce que tous les mots d'ordre, tous les combats pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière, toute la construction du POR et de l'IOR dépendent fondamentalement de cette compréhension.

Nous ne partons pas de rien. Déjà en 1997, le Comité dont nous sommes issus écrivait dans le document « Une nouvelle perspective » adopté lors de sa IX<sup>ème</sup> Conférence :

« *Cependant l'ensemble du système capitaliste fait entendre des craquements redoutables. Son point le plus faible est sans doute l'énorme accumulation de capital-argent qui, pour l'essentiel, est du capital fictif. De ce point de vue, l'impérialisme le plus menacé est la seule puissance mondiale, l'impérialisme américain. Pour utiliser une formule*

*banale, c'est « un colosse aux pieds d'argile ». Son endettement en témoigne. La perspective pour le régime capitaliste, c'est une crise sans précédent dépassant de loin celle des années 1930. »*

Si ces lignes paraissent prémonitoires, elles ne doivent rien à la divination, mais tout à l'analyse marxiste.

## RETOUR SUR LES CRISES DE 1997 ET DE 2000

En l'espace de quelques années, depuis 2007, la crise économique et financière du capitalisme a pris une dimension que les crises précédentes n'avaient pas atteinte, en tous cas depuis 1929. Il y avait déjà eu d'autres crises auparavant. Pour ne prendre que les quinze dernières années, on peut citer la crise dite « asiatique » de 1997, la crise dite du « krach internet » du début des années 2000, mais en réalité les crises n'ont pas vraiment cessé. Plus exactement à peine un répit est-il obtenu qu'immédiatement se développent de nouvelles bulles qui conduisent à de nouvelles crises. Il faut revenir rapidement sur ces deux crises précédentes, qui préfigurent celle que nous connaissons aujourd'hui, et sur celle de 1929, pour mieux comprendre l'impasse fondamentale du capitalisme au stade impérialiste.

Commencée par la chute du Bath thaïlandais, la crise de 1997 se propagea dans de nombreux pays d'Asie : Corée du Sud, Malaisie, Philippines, Indonésie pour gagner ensuite la Russie, le Brésil et l'Argentine. En Corée, le won perd 50 % face au dollar au mois de novembre 1997. Avec l'accord du gouvernement chinois, l'autorité monétaire de Hong-Kong rachète elle-même massivement des actions pour soutenir les cours de sa bourse, alors même que ses statuts le lui interdisent. Fin 1997, 12 pays « émergents » sont touchés, dont le Brésil, l'Argentine et l'Inde.

Après une brève accalmie fin 1997, la crise reprend de plus belle. Elle gagne la Russie dans l'été 1998, où le rouble est fortement dévalué, l'inflation atteint 80 %. L'Etat russe lourdement endetté s'avère incapable de rembourser et finit par se déclarer en cessation de paiement.

Cette crise n'a pas que des conséquences financières. Si 600 milliards de \$ de capitaux essentiellement fictifs partent en fumée en l'espace de quelques mois sur les places financières, elle a également de lourdes conséquences pour les populations des pays concernés. En Argentine par exemple, qui se déclare en faillite et où la crise se poursuit plusieurs années, le PIB chute de 21 % entre 1998 et 2001, le taux de pauvreté monte à 57 % de la population, le chômage officiel grimpe à 23 %. D'après l'OIT, la crise dite « asiatique » occasionna 24 millions de chômeurs dans le monde. Pourtant, les principales puissances impérialistes sont relativement peu touchées. La dépréciation des monnaies et des actifs des pays en pleine crise constitue même une opportunité pour faire des affaires et racheter à bon compte.

Quant au « Krach internet » du début 2000, en réalité les premiers éléments de la bulle spéculative sur les nouvelles technologies apparaissent dès 1995. Par exemple la société Netscape, le jour de son introduction en bourse, affiche un chiffre d'affaire de 25 millions de \$... de pertes. Pourtant la valeur de son action grimpe le premier jour de 14 \$ à 29 \$, aboutissant à une capitalisation boursière de 2 milliards de \$ en un seul jour ! La valeur de cette capitalisation sera multipliée par 5 de 1995 à 2000. Pendant 5 ans, il y a une orgie d'émissions d'actions, d'emprunts et de crédits bancaires dans les nouvelles technologies, entraînant une augmentation faramineuse, et parfaitement fictive, des valeurs boursières des entreprises de ce secteur. Le graphique Indice IXC du NASDAQ, 1994-2004 ci-dessous retrace cette montée au ciel et la chute qui s'en est suivie :



## QUELQUES PRECISIONS SUR LA SPECULATION

Comme la crise précédente de 1997 avec notamment la spéculation sur les monnaies, l'origine de la crise de 2000

avec la spéculation sur les nouvelles technologies trouve son origine dans l'incapacité pour les capitalistes d'employer la masse des capitaux qu'ils dégagent de la plus-value dans de nouveaux investissements productifs rentables, ou assez rentables. La cupidité des spéculateurs qui est traditionnellement mise en avant, si elle est bien réelle, n'est dès lors qu'une des « qualités » particulières indispensables pour opérer le plus efficacement possible sur ces marchés.

La spéculation n'est pas la cause, mais la conséquence de l'impasse du capitalisme. Et en même temps la spéculation ne fait que renforcer l'impasse. Les capitaux qui se sont investis dans les actions du NASDAQ sont aussi bien ceux des fonds de pension américain, des banquiers, que ceux d'entreprises, elles-mêmes en quête d'investissements plus rentables que leurs secteurs d'activité traditionnels.

L'exemple de la Compagnie Générale des Eaux est significatif. Centrée sur les services aux collectivités (déchets, eau, transports...) avec une position de quasi monopole, ses investissements à long terme étaient alors d'un rendement de l'ordre de 4 à 5 %, beaucoup trop faibles au regard de la croissance à 2 chiffres affichée dans le secteur des nouvelles technologies, ce qui la mettait donc à terme en

position de faiblesse par rapport à d'autres entreprises qui auraient pu n'en faire qu'une bouchée. La CGE s'est donc tournée elle aussi vers les nouvelles technologies, saisissant l'opportunité de l'ouverture à la concurrence dans le téléphone avec CEGETEL en 1996, puis s'est transformée en VIVENDI et s'est mise à acheter ou prendre des participations en bourse dans des sociétés qui surfaient sur cette vague (HAVAS, Canal+, SEAGRAM au Canada pour 40 milliards de \$ etc). Mais quand la bulle a éclaté, VIVENDI a dû déprécier en catastrophe pour 16 milliards d'euros d'actifs.

La spéculation et les mille et uns trésors d'ingéniosité, d'inventivité et de complexité qu'elle revêt ne doit rien à une dérive morale qui aurait saisi banquiers et capitaines d'industrie. Elle n'est que l'expression de l'impossibilité pour les capitalistes de valoriser leur capital dans le cycle classique de production A-M-A', plus exactement de réaliser leur plus value par la vente des marchandises produites. La spéculation est donc totalement inhérente au système lui-même, c'est même son aboutissement logique et quiconque prétend combattre ou prévenir la spéculation sans s'attaquer au système capitaliste est un charlatan.

## ET SUR LE CAPITAL FICTIF

Une fois de plus, des milliards et des milliards de capitaux fictifs se sont évanouis avec l'éclatement de la bulle Internet. Ce sont des capitaux fictifs dans la mesure où ils n'existent que tant que la bulle monte. Toutefois la spéculation boursière et l'économie réelle ne sont pas sans aucun lien. D'abord parce qu'il y a spéculation à la hausse quand on espère un développement des résultats du secteur, même si le ratio de la valeur de l'action en bourse sur le dividende versé (*appelé PER pour price earning ratio*) devient totalement déraisonnable. On ne va pas spéculer à la hausse par exemple sur une technologie dépassée ni sur Peugeot ou Renault si l'on pense que les ventes de voitures vont s'effondrer. La spéculation à la baisse suit bien entendu à l'inverse la même rationalité.

De plus, cette caractéristique d'être globalement des capitaux fictifs n'empêche nullement un détenteur de ces capitaux de se retirer du jeu et d'aller se dorner la pilule dans les îles, ni une société d'acheter les actions d'une autre, en s'appuyant

sur sa capitalisation boursière, ou de bénéficier de capacité d'emprunt augmentée en arguant auprès des banques de sa valeur boursière. Tant que ça monte, tout ceci est possible et se traduit par des conséquences bien réelles.

Mais que la bulle éclate, du jour au lendemain cette même capitalisation ne vaut plus tripette, les milliards ont disparus sans pour autant qu'il y ait eu disparition ou destruction physique d'une quelconque marchandise, de la moindre usine, du moindre stock. Toutefois, pour revenir à l'éclatement de la bulle Internet, avec les capitaux fictifs ont également été emportées les pensions de nombreux retraités américains, réduits à reprendre une activité pour survivre. De plus, la brutale rétraction de la richesse apparente des entreprises de ce secteur a eu d'autres conséquences. Selon le Financial Times, 500 000 emplois ont alors été supprimés dans les télécommunications dans le monde en 2001. Sans parler des plans sociaux chez les équipementiers et opérateurs en téléphonie, fabricants de semi-conducteurs etc.

## RETOUR SUR LA CRISE DE 1929

Pourtant ces deux crises, malgré leur ampleur, sont sans commune mesure avec la crise actuelle. Elles n'ont fait que l'annoncer. L'effondrement du système a pu être repoussé au prix de nouvelles injections de liquidités, de nouvel endettement, de nouvelles bulles, véritables bombes à retardement qui ont fini par exploser à partir de 2007.

Un rapide rappel sur la crise de 1929 est nécessaire car ce qui est devant nous aujourd'hui sera sans doute, d'un strict point de vue économique, au minimum du même ordre, et plus vraisemblablement encore plus violent, compte tenu des gigantesques forces accumulées précisément par les différents expédients pour différer l'explosion.

Voici une rapide description de cette crise aux USA ([C. Fohlen \(Encyclopédie Universalis\)](#)):

*Cette prospérité qui semblait durable prend fin brusquement les 4 et 29 octobre 1929, par une chute*

*spectaculaire des cours en bourse à Wall Street. Quelques craquements s'étaient déjà produits auparavant, mais personne n'en avait tenu compte. Des dizaines de millions de titres sont brusquement jetés sur le marché par des actionnaires affolés, la baisse nourrit la baisse, les banques se trouvent à court d'argent et sont obligées de fermer leurs guichets, les particuliers et les entreprises sont atteints par la dépréciation de leur capital. En dix jours, les cours moyens ont baissé de 50 % environ, et ne cessent de tomber. Sans doute ce n'est pas le premier krach boursier, car les Américains sont des spéculateurs et ont déjà connu d'autres paniques financières, mais, fait nouveau, les indices économiques sont alarmants : les fermiers ont depuis plusieurs années des stocks invendables et souffrent de la chute des prix; les entreprises, dont la trésorerie*

*est gênée, licencient leurs ouvriers. Il y a 4 millions de chômeurs en 1930, 7 millions en 1931, 11 millions en 1932, soit plus du quart de la population active.*

*La machine industrielle se grippe au point que la production tombe, en 1932, à moins de la moitié de son niveau de 1929. À l'optimisme a succédé la torpeur, et bientôt c'est le désespoir des millions de sans-travail, parmi lesquels de nombreux «cols blancs».*

Cette crise s'étend au reste du monde, les banques américaines rapatriant brutalement les capitaux investis à l'étranger, entraînant des faillites en Europe centrale, en Allemagne, puis en France et en Angleterre et une rétraction générale de la production et des échanges.

## OU L'ON RESSORT DE VIEILLES RECETTES

En 1932, quand Roosevelt arrive au pouvoir, le taux de l'impôt fédéral sur le revenu applicable aux plus riches était de 25 % aux Etats-Unis. Le nouveau président décide de le porter immédiatement à 63 %, puis 79 % en 1936, 91 % en 1941, niveau qui s'appliqua jusqu'en 1964, avant d'être réduit à 77 %, puis 70 % en 1970. Pendant près de cinquante ans, des années 30 jusqu'en 1980, jamais le taux supérieur ne descendit au-dessous de 70 %, et il fut en moyenne de plus de 80 %. (Article de Libération de Thomas Piketty).

Mais ce que Piketty, ardent défenseur d'un capitalisme rendu vertueux par l'impôt, ne dit pas, c'est que les capitalistes avaient, sous Roosevelt et après lui, mille et un moyens d'échapper à l'impôt, de placer leur fortune à l'étranger etc. et ces moyens se sont depuis considérablement développés et complexifiés.

L'intérêt principal de Roosevelt en affichant de telles mesures était de se concilier les directions syndicales, notamment de l'AFL, au moment où la crise jetait des millions de chômeurs dans une misère noire. La campagne à laquelle nous assistons aujourd'hui, aux USA comme en France, initiée par quelques milliardaires qui réclament d'être plus lourdement imposés, et qui trouve un écho au PS ou au Front de Gauche n'a pas d'autre objectif que de faire croire à un effort justement partagé entre salariés et capitalistes pour faire passer la pilule d'une austérité renforcée.

Il faut encore ajouter que c'est sous Roosevelt en 1933 qu'est votée la Glass-Steagall Act, séparant les banques de dépôt des épargnants dont l'activité devait se limiter désormais aux prêts aux particuliers, des banques d'affaires qui pouvaient acheter des actions, spéculer etc. Cette loi sera abrogée en 1999 aux USA pour permettre à leurs banques de prendre part au festin des bulles mondiales au même titre que les banques anglaises, allemandes, françaises etc.

On retrouve aujourd'hui à nouveau cette proposition de séparation entre banques de dépôts et banques d'affaires chez les partisans de la réforme du capital, au prétexte que l'Etat ne serait plus ainsi obligé de ne garantir que l'avenir des banques de dépôts détenant l'épargne, et non plus celui des banques d'affaires qui seraient livrées à leur propre sort.

Mais cette argumentation est parfaitement mensongère. D'abord parce que les activités bancaires de dépôts, de prêts et de placements divers sont aujourd'hui totalement imbriquées les unes dans les autres. Ensuite et surtout : la vitesse et la précipitation avec laquelle les différents

Pour en revenir aux seuls USA, quelques chiffres encore qui permettent de mesurer l'ampleur de la crise : les usines Ford qui emploient 128 000 ouvriers en 1928 n'en comptent plus que 37 000 en 1932. Il faut même ajouter que sur la période 1929-1940, le nombre de chômeurs aux USA est multiplié par 10, en dépit du New Deal, c'est-à-dire de la politique de relance combinée à une alliance avec les directions syndicales menée par Roosevelt !

Roosevelt, prenant le contre-pied du président sortant Hoover pour qui la crise n'était qu'un accident passager et « *la prospérité au coin de la rue* » selon une de ses phrases restées célèbres, lance des grands travaux tout en faisant mine de frapper les riches au portefeuille, avec une audace affichée qui ferait aujourd'hui passer Mélenchon pour un tiède.

gouvernements sont venus à la rescousse des banques en 2008 montre à l'inverse que les Etats bourgeois n'ont aucune latitude pour laisser couler leurs banques, même et à fortiori d'affaires, la faillite de Lehman Brothers restant l'exception. La taxation des transactions financières est une autre tarte à la crème qui refait flores aujourd'hui, venant aussi bien des partis bourgeois qu'ouvriers bourgeois. Merkel et Sarkozy s'attellent d'ailleurs à la tâche. Pour Mélenchon en particulier, la taxation des revenus du capital, qui vise essentiellement les profits boursiers, est censée effacer en deux coups de cuiller à pot la dette publique, et permettre monts et merveilles.

Mais qui va contrôler les mouvements de capitaux, empêcher les spéculateurs de déplacer leurs affaires sur les autres places boursières, Hong Kong, Wall Street ou la City ? Il faudrait, nous répond-on, une coopération internationale. Mais sur ce terrain-là aussi, les bourgeoisies sont concurrentes, il n'y a qu'à voir par exemple comment Londres manœuvre pour conserver à la City sa place prépondérante, devant même Wallstreet.

De plus, chaque bourgeoisie utilise « son ou ses » paradis fiscaux et autres places dites « offshore », du Liechtenstein aux Iles anglo-normandes, de Monaco aux Iles Caïmans etc. Alors que les principaux impérialismes prétendent au G 20, avec une hypocrisie consommée, vouloir réguler et moraliser le secteur, en réalité plus de 50 % des flux financiers mondiaux y transitent.

Ainsi, toutes les entreprises françaises du CAC 40 ont une ou plusieurs filiales ou agences dans au moins un paradis fiscal. Les réglementations ou recommandations mises en place internationalement après 2008 censées faire le ménage dans les paradis fiscaux sont une farce, de l'avis même des plus ardents défenseurs du capitalisme.

Enfin taxer les revenus boursiers revient à taxer du capital fictif qui n'existe justement que quand aucun obstacle ne s'oppose à l'ascension de la bulle et qui disparaît dans la crise encore plus vite qu'il n'est apparu. En dehors d'une politique de contrainte absolue sur le capital, c'est-à-dire l'expropriation des capitaux, la création d'une banque unique sous contrôle des travailleurs, la taxation des revenus du capital qu'on nous présente comme la panacée est au mieux une aimable plaisanterie.

Taxer les riches, réguler l'activité des banques, notamment en séparant banque de dépôts et banques d'affaires, voilà donc

quelques mesures dont se targuent aujourd'hui aussi bien Obama, Hollande, Aubry, Montebourg, Royal ou Mélenchon. Et pourtant, ni la relance, ni la taxation des riches, ni les lois pour réguler les banques décidées par Roosevelt aux USA ne permirent de sortir de la crise mondiale ouverte en 1929.

## LES FONDEMENTS DE L'ANALYSE MARXISTE DE LA CRISE DU CAPITALISME

Car nous sommes là au cœur de la contradiction principale du capital, à la racine de la crise, déjà énoncée par Marx :

*« ...la société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au sorcier qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives contre les rapports modernes de production, contre les rapports de propriété qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination.*

*Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, remettent en question et menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Ces crises détruisent régulièrement une grande partie non seulement des produits fabriqués, mais même des forces productives déjà créées. Au cours des crises, une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, l'épidémie de la surproduction.*

*La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentané ; soit qu'une famine, soit qu'une guerre d'extermination généralisée lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le développement de la civilisation bourgeoise et les rapports bourgeois de propriété ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ces formes qui leur font alors obstacle ; et dès que les forces productives triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise toute entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise.*

*Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses qu'il crée. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en imposant la destruction massive de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés. Comment, par conséquent ? En préparant des crises plus générales et plus puissantes et en réduisant les moyens de les prévenir. » ( Le Manifeste du parti communiste)*

La loi de la baisse tendancielle du taux de profit, mise en lumière ultérieurement par Marx dans le Capital, complète cette analyse et permet de comprendre les ressorts de la crise du capitalisme : mathématiquement, plus il y a de capital investi au plan général de la production, plus le taux de profit moyen du capital (qui est le rapport de la plus value sur le capital investi dans les machines et le capital servant au

Celle-ci ne se résorba, si l'on peut dire, que par la seconde guerre mondiale et ses gigantesques destructions, faisant en quelque sorte place nette pour un nouveau développement du capital.

paiement des ouvriers) diminue. Même s'il s'agit d'une baisse tendancielle du taux de profit qui s'exprime au regard du profit moyen du capital et non pas de celui d'une entreprise en particulier, c'est précisément cette loi qui rend absolument nécessaire pour le maintien du capitalisme les purges occasionnées par les crises périodiques, c'est-à-dire la destruction ou la dévalorisation absolue de marchandises et de capital investi dans les usines, machines etc. pour rétablir ensuite un taux de profit moyen plus favorable.

Pourtant, quand Marx écrit ces lignes en 1848, c'est encore l'époque du capitalisme ascendant, où il existe encore de nouveaux marchés à conquérir, l'époque où, comme les monopoles sont encore loin d'être pleinement constitués, chaque crise peut purger le capitalisme en détruisant produits et forces productives, où le capital financier, comme fusion du capital industriel et du capital bancaire, ne s'est pas encore formé dans toute sa puissance. Bref, l'époque où Marx écrit ces lignes contient déjà toutes les contradictions du capital, mais celles-ci ne se sont pas encore totalement cristallisées sous la forme de l'impérialisme, réaction sur toute la ligne, analysé par Lénine une soixantaine d'années plus tard.

L'origine de la crise ouverte en mi-2007, pas plus que celle des crises précédentes, n'est donc pas financière, même si elle s'exprime d'abord dans la crise des subprimes et la faillite de Lehman Brothers. Elle réside dans la baisse tendancielle du taux de profit et la crise de surproduction, comme l'explique Marx, où l'exploitation capitaliste et impérialiste accumule à un pôle une masse toujours plus grande de marchandises et de capitaux et à l'autre pôle une misère toujours plus grande et voit en même temps son taux de profit moyen diminuer.

Le prix Nobel d'économie, ancien conseiller de Clinton, J.Stiglitz le dit à sa façon :

*« Depuis des années, mon collègue à Columbia Bruce Greenwald et moi-même attirons l'attention sur un problème plus général : l'insuffisance de la demande globale mondiale – le total des biens et services que les habitants du monde entier veulent acheter. Avec la mondialisation, ce qui compte, c'est la demande globale mondiale. Si le total de ce que la population mondiale veut acheter est inférieur à ce que le monde peut produire, il y a un problème – une économie mondiale faible. »*

Et le même Stiglitz d'expliquer comment le problème a été temporairement résolu :

*« Un moment, les USA sont venus à la rescousse avec une consommation dispendieuse, à base d'endettement, en dépensant bien au-delà de leurs moyens. Ils étaient devenus le consommateur de dernier ressort du monde entier. Mais ça ne pouvait pas durer. »*

Toutefois cette explication de Stiglitz n'est que partielle et

s'inspire directement des théories keynésiennes et leurs variantes, aujourd'hui à nouveau très en vogue chez les réformistes de tout poil : les crises du capitalisme proviendraient d'une insuffisance de la demande de produits.

Donc, au rebours des théories du libéralisme classique pour qui l'Etat doit laisser jouer librement « le marché », pour les keynésiens, l'Etat doit intervenir économiquement avant et dans la crise pour relancer la demande, en investissant lui-même et créer ainsi par la dépense publique un effet d'entraînement sur l'économie, financée au besoin par la dette publique.

En réalité, libéralisme et keynésianisme sont les deux faces de la défense de la bourgeoisie, utilisées alternativement selon les besoins du moment, le keynésianisme étant plus

précisément le drapeau de la bourgeoisie impérialiste dans les crises pour sauver le capitalisme.

La place occupée par l'impérialisme américain l'a conduit à prendre en partie en charge les contradictions de l'ensemble du système capitaliste !

Et il est parfaitement illusoire de croire que le rôle joué jusqu'à présent par les USA pourrait échoir désormais à la Chine. D'abord parce que la consommation totale de toute l'Asie ne représente qu'environ 40 % de la consommation des USA. Ensuite parce que l'économie chinoise est elle-même étroitement tributaire de ses exportations, lesquelles vont se réduire drastiquement avec la quasi-récession annoncée même par le FMI pour les USA et l'Europe.

## UNE CROISSANCE EXPONENTIELLE DES DETTES PUBLIQUES

D'après l'étude Qui détient la dette publique réalisée en avril 2011, l'endettement public s'est accru de plus de 10 000 Milliards de \$ depuis 2008 dans les pays de l'OCDE et pourrait représenter 100 % du PIB de ces pays en 2012. Encore ces estimations n'intègrent-elles ni l'accord survenu in extremis entre démocrates et républicains repoussant les limites autorisées de l'endettement public américain ni les plans dits de sauvetage de la Grèce de cet été.

La structure de cet endettement est également révélatrice de différentes faiblesses, des maillons les plus faibles. Bien entendu, le rapport de l'endettement public avec le PIB est important. On se souvient par exemple des critères de Maastricht fixant la limite de l'endettement public à 60 % du PIB. Mais la capacité à rembourser est elle-même fonction de la croissance.

Au sortir de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, les USA étaient endettés à des niveaux comparables à aujourd'hui, mais leur position d'impérialisme hégémonique au sortir de la guerre et les « trente Glorieuses » qui ont suivi leur ont permis en partie d'y faire face. Mais le taux de croissance aujourd'hui de l'économie américaine, comme du reste du monde, est très faible et rembourser est donc une autre paire de manches.

Si on regarde la France, la charge de la dette en 2010, c'est-à-dire le paiement des seuls intérêts, représentait 42,5 Milliards €, soit pratiquement le montant du budget de l'Education nationale, soit aussi à peu près 2,12 % du PIB.

## ET FAITES CHAUFFER LA PLANCHE A BILLETS !

Car pour financer leur dette, les USA placent leurs bons du Trésor auprès....de la Réserve Fédérale américaine, la FED. C'est le serpent qui se mord la queue, ou plus exactement la planche à billets : en 2009, la FED a souscrit 20 % des bons du Trésor émis, soit 300 Milliards de \$, en 2010, elle en a pris le double pour 600 Milliards et encore 700 Milliards de plus jusqu'en juin 2011, dernier chiffre disponible.

Mais les USA ne sont pas les seuls à faire fonctionner la planche à billets : en Grande-Bretagne, où la dette publique atteint 154 % du PIB si l'on y intègre les garanties données par le Trésor aux banques nationalisées, la Banque d'Angleterre a multiplié par 10 ses avoirs publics, passant de 22 à 220 Milliards de £ depuis 2009 !

Et la BCE fait exactement la même chose quand elle rachète sans limite aux banques les dettes grecques, portugaises,

C'est plus que le pourcentage de croissance du PIB attendu. Le montant des intérêts dépendant des taux, actuellement de l'ordre de 4,5 % pour la France, on comprend toute l'importance du « triple A » délivré par les agences de notation. Toujours pour la France, la dette publique est passée de 55,5 % du PIB en 1995 à 84,5 % prévus fin 2011.

Mais la structure de ses créanciers a elle aussi changé : 22 % de la dette française est détenue par des non-résidents en 1998, cette proportion passe à 70 % fin 2010. Par comparaison, au Japon où l'endettement public atteint pratiquement 200 % du PIB, la dette publique reste détenue à 70 % par des résidents.

Les USA sont endettés aujourd'hui à environ 100 % de leur PIB. Quand Obama a pris ses fonctions début 2009, ses experts pensaient n'atteindre cette proportion qu'en 2019.

Qui sont les créanciers ? A l'extérieur, la Chine d'abord dont plus de 40 % des réserves de la Banque centrale sont constituées par des bons du Trésor américain, soit environ 1200 Milliards de \$, suivie par le Japon avec 880 Milliards de \$. Ces réserves en \$ proviennent des excédents commerciaux de la Chine et du Japon avec les USA. Mais la crise économique frappe le Japon dont la balance commerciale devient déficitaire. Quant à la Chine, elle menace périodiquement les USA de ne plus souscrire de bons du Trésor américain, inquiète et des capacités de remboursement des USA et de la valeur de ses avoirs en \$. Et il y a de quoi.

espagnoles ou italiennes. Ce qui ne va pas sans quelques grincements de dents, notamment allemands. Car en prenant elle-même en charge les dettes pourries, dont elle détenait déjà le 22 août, avant l'intervention sur la dette italienne, plus de 110 milliards d' €, la BCE introduit tous les virus des économies les plus fragiles d'Europe au cœur de système de l'euro.

Dans ces conditions, il est parfaitement logique que l'or comme valeur refuge atteigne des sommets, jusqu'à plus de 1900 \$ l'once, témoignant de la fuite des détenteurs de capitaux devant la monnaie de singe, alors que l'or valait 35 \$ l'once du temps du système de Brettonwoods.

Il s'agit d'une tendance lourde qui, à elle seule, bien qu'obéissant à une certaine logique, témoigne de l'impasse totale de l'économie capitaliste se prosternant faute d'issue

devant cette relique barbare, pour reprendre les termes de Keynes.

## L'EUROPE AU CŒUR DE LA TOURMENTE

La construction européenne est au bord du gouffre. On retrouve, sous une forme particulière, la contradiction décrite par Marx entre les forces productives et les rapports bourgeois de production. D'un côté, le développement des forces productives après guerre a poussé les bourgeoisies européennes dans la voie d'un marché unique, et jusqu'à une monnaie unique, et de l'autre côté, ces forces productives rentrent en permanence en contradiction avec la forme bourgeoise des Etats nationaux défendant chacun leur bourgeoisie, leur capitalisme. Il n'y a jamais eu d'Etat européen, mais une série d'Etats européens qui s'entendaient plus ou moins conflictuellement. La crise a fait voler en éclats la fiction d'une économie européenne unifiée, elle exacerbe les conflits entre les différents Etats et va jusqu'à menacer l'existence même de l'euro.

Les bourgeoisies européennes, qui doivent l'essentiel de leurs échanges à l'existence d'un marché européen, sont donc particulièrement fragilisées. (en 2009, 72 % des échanges de marchandises des pays européens sont intra-communautaires). C'est en Europe que la spirale combinant l'endettement public, l'austérité et les signes de récession s'amplifie le plus vite car l'interdépendance économique, financière et bancaire est très forte.

Le patron de Peugeot qui annonce des temps difficiles prévoit par exemple une chute de 25 % des ventes en Espagne. L'Allemagne qui réalise 80 % de son excédent commercial en Europe (55 % avec la seule zone euro) a beau connaître un franc succès en vendant des BMW et autres Mercedes aux chinois parvenus, va également rapidement être touchée par la rétraction de l'activité économique en Europe. Les plans d'austérité qui ont été adoptés en Grèce, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Allemagne et en France (même si c'est dans une moindre mesure pour des raisons politiques) sont dans la plupart des cas suivis...d'autres plans d'austérité, et ne font qu'aggraver le marasme. Les bourgeoisies le savent parfaitement, mais elles n'ont pas d'autres solutions et marchent à l'abîme en s'étripant.

La Grèce, soumise à la saignée, voit son déficit public continuer d'augmenter. Le défaut de paiement de la Grèce paraît inévitable et il suscite l'effroi de toutes les bourgeoisies européennes : accepter une restructuration de la dette grecque, n'est-ce pas mettre la main dans l'engrenage, créer un précédent à partir duquel tout le système risque de se démailler, avec à la suite le Portugal, l'Italie, l'Espagne...

Mais ne pas anticiper et refuser une restructuration, n'est-ce pas risquer une faillite brutale et une panique incontrôlable ? Et dans le cas d'une restructuration, jusqu'à quel niveau de

décote faut-il consentir d'aller ? Les banques françaises ont provisionné en juillet une décote de 21 % des avoirs qu'elles détiennent sur la dette grecque. Mais les titres grecs s'échangent actuellement sur le marché secondaire avec une décote de plus de 50 % !

Et comme les banques européennes sont également exposées avec leurs avoirs en dettes espagnole, italienne etc. elles risquent de se trouver elles-mêmes à court de recettes.

Le retrait des fonds de Siemens, et d'autres, des banques françaises est significatif de la crainte qui saisit les capitalistes, avec évidemment comme conséquence, si ce mouvement s'amplifiait, l'incapacité de celles-ci à rendre l'argent des déposants.

D'ailleurs les banques, sachant bien qu'elles ont toutes dans leur bilan des créances pourries, se prêtent entre elles avec de plus en plus de réticence, d'où le cri d'alarme du FMI : « *il faut recapitaliser les banques européennes* », d'autant que leur valeur boursière chute à grande vitesse. Coût estimé de l'opération ? 200 Milliards d'euros.

Mais avec quel argent payer ? De nouvelles dettes publiques qui vont s'ajouter aux précédentes et à celles occasionnées par les plans dits de sauvetage de la Grèce sur lesquels les bourgeoisies s'affrontent durement.

Qu'à cela ne tienne, expliquent les « Géo Trouvetout » de la réforme du capitalisme, l'Europe n'a qu'à mettre sur pieds des « *euro-bons* », c'est-à-dire des emprunts européens, ce qui permettrait aux pays en délicatesse avec les créanciers comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie... « *d'échapper à la dictature des marchés* » et de bénéficier d'emprunts aux meilleurs taux. C'est la technique bien connue du pâté de cheval et d'alouette consistant à mélanger dans les proportions adéquates les bonnes créances avec les créances pourries, en espérant, comme ce fut le cas pour les subprimes, que personne ne s'en apercevra. Le capitalisme allemand y est farouchement opposé, étant, pour le moment le moins malade de la bande, et donc le plus vertueux. Si un tel système était mis en place, l'explosion serait peut-être différée, mais encore plus violente...

Certains préconisent de jeter les mourants par-dessus bord, à commencer par la Grèce qu'ils verraient bien priée de quitter la zone euro. Mais quid alors de ses dettes ? Remboursées peut-être avec des brouettes de drachmes fraîchement imprimés ? De sommets en réunions de crise, les bourgeoisies européennes tournent en rond, impuissantes, pendant que l'édifice se délite.

## VERS UNE EXPLOSION DU CHOMAGE

En janvier 2011, le BIT publiait un rapport sur le chômage dans Le Monde où on pouvait lire :

*« En dépit d'un fort rebond de la croissance économique dans de nombreux pays, le nombre de personnes au chômage a atteint 205 millions de personnes en 2010, un chiffre sensiblement égal à celui de 2009, soit 27,6 millions de personnes de plus qu'en 2007, juste avant que la crise économique*

*mondiale éclate. Le BIT prévoit un taux mondial de chômage de 6,1 pour cent en 2011, ce qui porte le nombre de chômeurs à 203,3 millions dans le monde.*

*55 pour cent de la hausse du chômage mondial entre 2007 et 2010 a été enregistrée dans les économies développées et l'Union européenne (UE), alors que cette région ne représente que 15 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. Dans plusieurs économies*

*des pays en développement, comme le Brésil, le Kazakhstan, le Sri Lanka, la Thaïlande et l'Uruguay, les taux de chômage sont redescendus en dessous de leur niveau d'avant la crise. »*

L'étude met également en évidence le fait qu'à l'échelle mondiale quelque 1,53 milliard de travailleurs occupaient un emploi vulnérable en 2009, ce qui correspond à un taux d'emploi vulnérable de 50,1 pour cent. Un taux qui demeure relativement inchangé depuis 2008, en contraste avec le déclin régulier et significatif qui avait été enregistré dans les années qui ont précédé la crise.

Par ailleurs, le rapport indique qu'environ 630 millions de travailleurs (20,7 pour cent de l'ensemble de la main-d'œuvre mondiale) vivaient avec leurs familles sous le seuil d'extrême pauvreté de 1,25 dollar en 2009. Cela représente 40 millions de travailleurs pauvres supplémentaires, soit 1,6 point de pourcentage de plus que le taux projeté sur la base des tendances d'avant la crise.

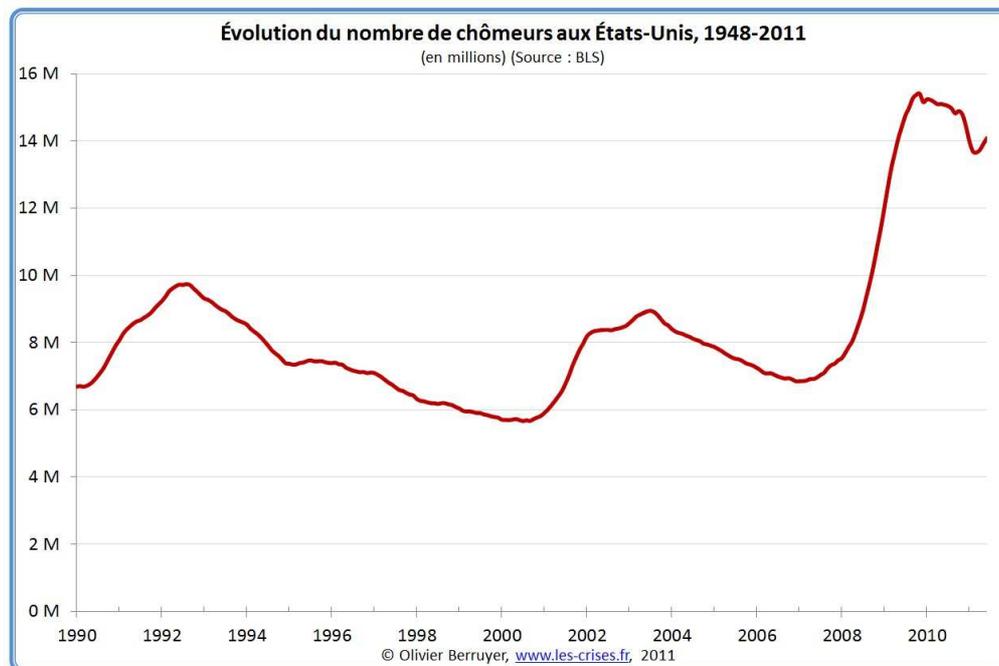
Les auteurs indiquent également que 78 millions de jeunes étaient au chômage en 2010, un nombre bien au-dessus du niveau d'avant la crise qui était de 73,5 millions en 2007 mais en baisse par rapport aux 80 millions de 2009. Le taux

de chômage chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans s'établissait à 12,6 pour cent en 2010, soit 2,6 fois plus que le taux de chômage des adultes.

Cependant, le BIT prévient également que parmi les 56 pays pour lesquels des données sont disponibles il y a 1,7 million de moins de jeunes sur le marché du travail qu'attendus au regard des tendances observées avant la crise, et que ces travailleurs découragés ne sont pas comptabilisés parmi les chômeurs parce qu'ils ne sont pas activement à la recherche de travail.

Aux USA, le taux de chômage est particulièrement sous-évalué. Stiglitz estime à 17,5 % de la population le nombre d'américains qui auraient voulu trouver un travail à temps plein en octobre 2009, sachant que les petits boulots sont la norme pour des millions de travailleurs, y compris les vieux privés de leur retraite.

Le taux de personnes employées dans la population en âge de travailler y est de 58,5 %, le plus bas depuis 1947. De surcroît, compte tenu de la simple évolution démographique, il faudrait un taux de croissance aux USA de 3 à 4 % par an pour simplement stabiliser le nombre de chômeurs. Or la croissance prévue est de 1,6 % pour 2011 !



En Espagne, le chômage officiel a atteint en juillet dernier 21,2 % de la population active, en Grèce l'institut de recherche du syndicat GSEE évalue le chômage réel à 23 % en 2011, dont 40 % chez les jeunes de moins de 25 ans.

Il n'y a aucune raison pour que cette situation s'améliore, ou même se stabilise. Les 1000 milliards de \$ du premier plan de relance d'Obama se sont perdus dans les sables, sans inverser la situation.

Celui de 400 milliards de \$ qui vient d'être annoncé après un laborieux compromis avec les Républicains connaîtra le même sort, d'autant qu'il est en même temps assorti d'économies budgétaires pour 3 000 Milliards de \$.

Au contraire, toutes les prévisions économiques tablent sur un ralentissement de la croissance synchrone entre les USA et

l'Europe, et encore ne s'agit-il que de projections linéaires, les économistes bourgeois ne brillant pas par l'usage de la dialectique, et aucune de ces études n'intégrant le passage de la quantité à la qualité, c'est à dire en clair la possible dislocation du marché mondial. L'OCDE, la CNUCED et l'OMC constatent ensemble le 24 mai dernier que :

*« les gouvernements du G20 ont mis en place un plus grand nombre d'obstacles aux échanges commerciaux, y compris des restrictions à l'exportation, au cours des six derniers mois que durant les périodes antérieures depuis le début de la crise financière" ».*

Pour la classe ouvrière mondiale comme pour la jeunesse, le pire est devant nous.

## SUR LA REVENDICATION D'ANNULATION DE LA DETTE

Alors que les partis réformistes se prononcent nettement pour le remboursement de la dette, on entend et on lit souvent les mots d'ordre venant d'organisations alter-mondialistes, d'extrême gauche ou même se réclamant du trotskysme: « *cette dette n'est pas la nôtre, ce n'est pas la dette des travailleurs, annulation de la dette* » etc.

S'il s'agit de dire que les travailleurs ne sont en rien responsables de la crise du capitalisme, qui se traduit entre autres par l'explosion de dettes publiques, c'est juste. S'il s'agit encore de dire que les travailleurs, les jeunes et plus largement la majeure partie de la population n'a pas à se soumettre à l'austérité et la misère qui découle de la crise du capitalisme, et donc du remboursement de la dette entre autres, c'est encore juste. S'il s'agit enfin de dire que les travailleurs ne doivent pas un sou aux capitalistes pour rembourser leur dette, c'est toujours juste.

Mais la dette n'est pas une sorte de verrue dont on pourrait se débarrasser, qu'on pourrait biffer d'un trait de plume, puisque « *ce n'est pas la nôtre* », et repartir de l'avant comme si de rien n'était. Qu'on le veuille ou non, le problème de l'accumulation des dettes publiques devenues irreimboursables pèse de tout son poids sur toute la société et menace de la précipiter dans un krach gigantesque. Un tract récent de FO enseignement, sans doute rédigé par le POI, affirmait : « *La dette n'est pas celle des salariés ! Non à l'austérité !* » Et déroulait ensuite les revendications d'augmentation des salaires, de créations de postes etc. Et hop, passez muscade, la dette n'existe plus, on peut continuer à avancer les bonnes vieilles revendications.

Cela revient à peu près à la position de Mélenchon pour qui le gouvernement prend prétexte de la dette qu'il exagérerait volontairement pour faire passer une politique d'austérité. Rien de grave, au fond, la crise du capitalisme, la dette, tout ça ce sont des histoires pour mieux tromper les travailleurs.

### L'ACTUALITE DU PROGRAMME DE TRANSITION

Lorsque Trotsky écrit en 1938 le Programme de Transition, le monde est à la veille de la seconde guerre mondiale. Certes la situation politique est différente aujourd'hui du point de vue des rapports entre les classes et des rapports entre les différentes bourgeoisies.

Mais la crise historique du capitalisme à son stade pourrissant d'impérialisme se noue à nouveau sous nos yeux. Les différents artifices utilisés par la bourgeoisie n'ont fait que différer la crise tout en augmentant la pression.

Aujourd'hui tous les éléments se réunissent pour une déflagration économique d'une ampleur inégalée. Si la révolution prolétarienne n'y met pas un terme, non seulement la misère noire et la régression vont atteindre des niveaux inconnus, mais encore la bourgeoisie qui n'a pas d'autre solution combattra pour réunir les conditions politiques du fascisme et de l'affrontement mondial entre les principales puissances impérialistes.

« *La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme.*

Les mêmes d'ailleurs s'exclamaient au moment où les gouvernements renflouaient les banques à coups de centaines de milliards que c'était bien la preuve que de l'argent, il y en avait, oubliant ou refusant de voir que ce renflouement était financé par de la dette publique.

En réalité, dire annulation de la dette ne peut avoir de sens que si on combat en même temps pour le gouvernement ouvrier, pour en finir avec le capitalisme, en se réclamant d'octobre 1917, du gouvernement bolchevik qui annule la dette extérieure, les fameux emprunts russes, contractés entre autres pour financer la guerre, dès son arrivée au pouvoir, en prenant toute une série d'autres mesures (expropriation des capitalistes, banque unique d'Etat, contrôle du commerce extérieur etc.) lui assurant la maîtrise de l'économie. La revendication de l'annulation de la dette contient en elle-même le combat décisif entre le salariat et le capital, implique immédiatement le combat pour chasser les gouvernements bourgeois, prendre le pouvoir etc.

A contrario, en 2001, pris dans l'étau de la crise, le gouvernement argentin déclare lui aussi qu'il ne rembourse plus sa dette. Mais ce n'est pas un gouvernement révolutionnaire, c'est simplement un gouvernement bourgeois aux abois.

D'une main, il repousse ses créanciers et de l'autre, il s'attaque aux masses. Il bloque les comptes et limite les retraits à 1500 pesos par mois sur les compte-chèques et 1200 pesos sur les comptes-épargne. Le peso s'effondre au point que des monnaies locales apparaissent et le remplacent. La crise révolutionnaire qui s'ouvre alors en Argentine ne trouvant pas le chemin de la prise du pouvoir, c'est au bout du compte les masses qui paient le plus lourd tribut, l'annulation de la dette par le gouvernement bourgeois n'ayant fait qu'aggraver un peu plus la crise qui est retombée sur les masses.

*Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle.*

*Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre. [...]*

*Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* » Programme de Transition

Comprendre et agir pour contribuer à résoudre la crise de la direction révolutionnaire c'est bien le sens que doit prendre notre discussion dans ces journées d'études des 1<sup>er</sup> et 2 octobre 2011.

# ELEMENTS POUR UN RAPPORT INTERNATIONAL

Pour produire un rapport international, il faudrait pouvoir s'appuyer sur une Internationale Ouvrière Révolutionnaire qui n'existe pas aujourd'hui. Dans le cadre de notre analyse sur la crise économique, objet du rapport précédent, ce rapport comporte donc uniquement des éléments pour un rapport international qui visent à exposer l'analyse du CCI(T) sur la situation politique du prolétariat mondial, sur l'état des rapports de force entre les classes et les perspectives qui en découlent.

## RETOUR SUR NOUVELLE PERSPECTIVE

La situation actuelle s'insère dans un développement historique qui, s'il n'est pas rappelé, la rend absolument incompréhensible. Nouvelle Perspective, texte voté en mars 1997 lors de la 9<sup>ème</sup> conférence du Comité pour la Construction du POR et de l'IOR constatait : « *désormais, dans les pays de la partie Est de l'Europe, de l'ex-URSS, en Russie le mode de production dominant est à nouveau le mode de production capitaliste* » et portait l'appréciation politique suivante : « *la restauration capitaliste est une défaite pour tous les prolétariats qui en sont politiquement désarmés, d'autant plus que les PS, les partis social-démocrates, les ex-PC font campagne contre le socialisme et le communisme* ».

Ce document présentait la situation mondiale et le rapport entre les classes tels qu'ils se sont développés de la fin des années 60 jusqu'à l'année 89.

Dans une première section, ce texte présentait la crise du système capitaliste, avec la ruine du système monétaire international institué à Bretton Wood en 1944 avec la suspension de la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971 ; la guerre du Vietnam qui s'est terminée en 1975 par une défaite politique de l'impérialisme américain et comment, à partir de là, crises et mouvements révolutionnaires se sont succédés (Portugal, Grèce), mais aussi défaites majeures pour le prolétariat : en 1973 le coup d'Etat militaire de Pinochet au Chili et dans les années 80 aux Etats-Unis le triomphe de la réaction sous les mandats de Reagan et de Bush père, en particulier la dure défaite infligée en 1981 par Reagan au prolétariat américain en licenciant l'ensemble des aiguilleurs du ciel qui s'étaient mis en grève.

J'ajouterai à cela la grande grève des mineurs de 1984 qui a été l'occasion pour la bourgeoisie britannique d'infliger une sévère défaite au prolétariat anglais. C'est une grève « *qui a duré un an, a impliqué 150 000 grévistes, a mobilisé dans un élan de solidarité 1 million de travailleurs* ». Et pourtant, malgré l'ampleur de la mobilisation, les mineurs ont été battus et les mines de charbon liquidées.

Une seconde section abordait la situation qui s'est développée concomitamment : dans les mêmes années s'est manifesté avec plus de force et de clarté encore la crise de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, de la bureaucratie chinoise. Là encore, de nombreux mouvements révolutionnaires se sont déroulés qui tous ont été réprimés par la bureaucratie : Tchécoslovaquie, Pologne etc...

La section 3 du texte est tout entière consacrée à l'année 1989 marquée par le déferlement des masses en Tchécoslovaquie et à l'Est de l'Allemagne, en URSS, en Hongrie, Bulgarie, Roumanie. Déferlement qui se traduit en particulier par l'effondrement politique du mur de Berlin, celle du rideau de fer et l'effondrement des régimes bureaucratiques de l'Est de

l'Europe.

De ces événements majeurs, le document concluait :

*« l'ensemble de ce processus a constitué un mouvement révolutionnaire qui pouvait être la préface à la révolution politique, à la prise du pouvoir par le prolétariat pour instaurer sa dictature, la démocratie des Soviets. La révolution politique était bel et bien à l'ordre du jour ».*

Mais dans les trois sections suivantes le texte indiquait :

*« Il faut constater que ce ne sont pas seulement la pression et l'action du prolétariat qui se sont exercées sur les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires : la pression de l'impérialisme et de la bourgeoisie internationale s'est également exercée sur elles, sur les pays de la partie Est de l'Europe, sur le prolétariat lui-même ».*

Ainsi, si « *les prolétariats ont été la force de frappe des mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu dans la partie Est de l'Europe* », (dans les pays de l'Est de l'Europe) « *le mouvement des masses, aussi décisif ait-il été, a été totalement pris en main, canalisé, dévoyé par et au profit d'organisations restaurationnistes petites bourgeoises, et cela avec l'appui des appareils staliniens ou tout au moins de fractions essentielles de ceux-ci. Ne pouvant plus tenir les rênes du pouvoir, la bureaucratie stalinienne a fait le choix systématique de liquider ce qui restait d'Etat ouvrier, de réintroduire le capitalisme en passant le relais, le plus souvent à des organisations petites bourgeoises. Tel est le prix du désarmement de la classe ouvrière.* »

La réintroduction du capitalisme était donc une défaite pour le prolétariat mondial qui ne pouvait « *à partir de là que repartir de la défense de ses conditions de travail et de vie pour engager le combat et non plus de l'acquis que représentait l'expropriation du capital en URSS et dans les pays de la partie Est de l'Europe.* » (...) « *Il apparaît à la quasi totalité du prolétariat que les Etats ouvriers ne sont pas viables, qu'ils étaient voués à dégénérer, à être balayés, que la restauration capitaliste était à plus ou moins longue échéance inéluctable. Cela les déboussole politiquement. Bien entendu la bourgeoisie enfonce le clou, elle ne cesse de marteler que l'aventure est terminée qui s'achève par un formidable fiasco.* »

*« Cette situation totalement nouvelle pour la classe ouvrière permet aux chefs des partis social-démocrates et staliniens de se « déboutonner »... La situation nouvelle le leur permet, la bourgeoisie l'exige : ils doivent devenir les agents les plus efficaces du décervelage planifié, systématique de la classe ouvrière. Ils doivent entreprendre le désarmement théorique*

*généralisé de la classe ouvrière et de jeunesse : leur tâche correspond à la situation nouvelle. Partis social démocrates et partis staliniens sont, de longue date, des partis passés du côté de l'ordre bourgeois, définitivement en 1914 pour les premiers et en 1933 pour les seconds.*

*Ces partis ouvriers bourgeois, irréversiblement contre-révolutionnaires, ont vu leurs relations avec les masses évoluer au cours de leur histoire ; ces relations et la forme de leur politique se sont modifiées selon la période. Celle ouverte en 1989 par la chute du mur de Berlin marque incontestablement un tournant. »*

La leçon de ce tournant c'est que le prolétariat, démuné de

## COMMENT SE PRESENTE LA SITUATION ACTUELLE

Avec l'aggravation de la crise du capitalisme, dans tous les pays, les bourgeoisies imposent des plans d'austérité pour faire des économies, pour faire baisser le coût du travail pour tenter de restaurer le taux de profit, pour faire payer les dettes en croissance exponentielle aux prolétariats. En fonction de l'état d'avancement de la crise et des rapports entre les classes dans chaque pays, les plans d'austérité sont plus ou moins ficelés mais tous portent sur la santé, l'éducation, la protection sociale, les salaires, les retraites, les conventions collectives, la refonte des codes du travail pour alléger le coût des licenciements, le coût des embauches, etc....

La crise mondiale du capitalisme se combine avec une crise sociale et politique qui touche de plus en plus de pays, sous des formes diverses et provoque des mouvements de la classe ouvrière allant des grèves, rassemblements et protestations dans le Wisconsin américain jusqu'à la crise révolutionnaire ouverte en Tunisie et en Egypte en passant par les mobilisations en Grèce ou en Espagne.

Dans tous les cas, la combativité, la ténacité, le courage et l'inventivité des masses sont telles que l'absence d'un Parti ouvrier révolutionnaire, d'une Internationale ouvrière

parti révolutionnaire, est faible politiquement malgré une puissance sociale intacte comme l'ont confirmé les puissants mouvements des masses depuis les années 80 et leur capacité à bouleverser l'ordre établi.

Toutefois, Nouvelle Perspective concluait que dans les grands Etats impérialistes, les prolétariats – prolétariats décisifs – n'ont subi aucune défaite majeure. Ils ont conservé toute leur puissance, toutes leurs capacités de combat, en dépit du « recul » du facteur « subjectif » au cours des années 90 (aggravation de la crise de la direction révolutionnaire, décomposition accrue des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier).

révolutionnaire est encore plus criante. Car ce n'est pas faute de mobilisation, en Grèce par exemple, que la population ne parvient pas à écarter la misère grandissante dans laquelle le gouvernement la plonge.

Mais que faire face à un gouvernement qui a décidé d'aller jusqu'au bout pour honorer le service de la dette, c'est-à-dire en clair faire payer aux travailleurs les dettes, les intérêts et la gabegie capitaliste, sinon combattre pour le renverser ? Et ce n'est pas le moins du monde l'objectif des directions syndicales qui convoquent journées d'action sur journées d'action, abusivement appelées grève générale.

Comme l'écrivait une camarade de retour de Grèce (CPFC n°21 du 7/11/2010) « *dans cet état calamiteux, la classe ouvrière aspire à l'unité* ». Or elle montrait que l'ensemble des organisations ouvrières participaient pleinement à la division savamment orchestrée y compris le KKE comme le PAME sa fraction syndicale.

Je ne vais pas revenir par le menu sur l'importance plus ou moins grande des mobilisations car il s'agit ici de voir ce qu'elles ont en commun.

## EN EUROPE

En Grèce, comme en Espagne, les masses, qui prennent de plein fouet les plans d'austérité qui leur sont imposés par des gouvernements dirigés par les partis ouvriers bourgeois ou se réclamant de la classe ouvrière (Pasok et PSOE), cherchent une perspective politique, pour essayer de contourner ou de submerger les blocages organisés par les appareils.

Ne trouvant pas de réponse dans les organisations ouvrières qui ne les représentent plus, elles se tournent vers les « indignés » dont le programme, en Grèce comme en Espagne, revendique pour l'essentiel la démocratie immédiate, considérant que les partis Parti Populaire, PSOE pour l'Espagne ou Nouvelle Démocratie et PASOK pour la Grèce ne les représentent pas, et dénonce les plans d'austérité pris en liaison avec la Commission européenne et le FMI.

Bien entendu, tout cela ne fait pas un programme pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et laisse largement la place à diverses organisations petites bourgeoises très éloignées de la révolution prolétarienne, voire totalement opposées.

D'ailleurs en Espagne, la direction des « indignés », comme elle contrôlait l'organisation des assemblées notamment à Valence, a combattu contre la centralisation politique nationale des assemblées de ville et contre l'adoption d'un

programme de revendications ouvrières. Avec le coup de pouce donné en temps utile par les dirigeants du PCE ou de la LCR espagnole.

D'ailleurs, lors de la dernière mobilisation appelée par les deux syndicats majoritaires l'UGT et CCOO contre l'approbation de la « règle d'or » (selon laquelle le déficit public est prohibé par la Constitution) par les Cortès dans un grand élan d'union nationale PSOE/PP, le rassemblement n'a pas été massif parce que les « Indignados » ont refusé de s'aligner sur la convocation syndicale et ainsi que le suggère un article paru dans Libération du 7/9/11 :

*« Jaloux de leur indépendance, ils ne contestent pas la règle d'or en soi, mais le caractère antidémocratique de son approbation expresse, ficelée par le socialisme au pouvoir et l'opposition conservatrice Les Indignados recommandent à chacun de faire pression pour que 35 députés ou 26 sénateurs prennent l'initiative d'un référendum »..*

Nous verrons dans le rapport suivant les particularités de la situation en France. Mais on peut dire qu'il y a au moins une chose commune avec la situation des travailleurs grecs et espagnols c'est que les travailleurs mobilisés en masse contre la réforme des retraites du gouvernement Sarkozy-Fillon se

sont heurtés au blocage des appareils lesquels avaient entièrement approuvé la réforme dans le cadre du Comité d'Orientation des Retraites et ont été, pendant le mouvement, puissamment aidés dans leur tâche de blocage de la classe ouvrière par le NPA.

La classe ouvrière italienne est dans une situation particulière puisqu'elle n'a plus du tout de représentation politique. Le parti démocrate est né sur les décombres de l'explosion des partis ouvriers bourgeois et notamment du PCI qui fut le plus

grand parti stalinien d'Europe, et mêle en son sein les restes du PCI avec des éléments de la Démocratie chrétienne. Alors que la bourgeoisie italienne est, ainsi que sa représentation politique, dans une situation extrêmement difficile, ici comme en France les directions des syndicats la soutiennent sans faille. La classe ouvrière italienne ne peut même plus se saisir du vote pour les partis ouvriers bourgeois à la différence de la France par exemple pour chasser le gouvernement bourgeois en place.

## LES CAS PARTICULIERS DE L'ALLEMAGNE ET DU ROYAUME UNI : LA BOURGEOISIE A LA MANŒUVRE

### 1) L'Allemagne

La réunification de l'Allemagne s'est faite pour le compte de la bourgeoisie allemande. Un camarade du groupe Initiative Marxiste expliquait dans un article paru dans CPFC n°18 d'octobre 2009 que la situation politique en Allemagne est profondément marquée par les conséquences de l'unification allemande. Réunification qui a commencé par une révolution politique qui, à mi-chemin, en l'absence d'une direction politique révolutionnaire axée sur la question de la prise du pouvoir, s'est finie en contre-révolution : destruction de toutes les conquêtes du prolétariat est-allemand, puis de celles du prolétariat de l'Ouest, démoralisation, confusion politique et idéologique de la classe ouvrière dans toute l'Allemagne.

Le développement de la politique de « réformes » de la bourgeoisie allemande qui a pu renforcer ses positions sur le marché mondial et aussi de se débarrasser des conquêtes de la classe ouvrière n'aurait pas été possible sans un virement à droite de toutes les forces politiques et syndicales qui représentent la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier s'est durablement divisé et affaibli, même si les mobilisations de certaines fractions du prolétariat allemand ont pu obtenir des augmentations de salaires.

La bourgeoisie a lâché dans certains secteurs mais la situation est très contrastée en particulier entre les parties Est et Ouest. La précarité augmente également : 26 % des salariés travaillent à temps partiel. Le résultat du compromis syndical a permis d'améliorer les termes du partage de la valeur ajoutée dans un sens plus favorable au profit, ce qui permet à la bourgeoisie allemande d'être dans une meilleure position que les autres bourgeoisies européennes.

Un article du Monde diplomatique d'août 2011 rappelle les conditions que subit la classe ouvrière allemande depuis les accords Hartz 4. Un chômeur de 32 ans qui fait partie des 6,7 millions d'allemands régis par le dispositif Hartz 4 (du nom de Peter Hartz, alors directeur des ressources humaines du groupe Volkswagen et ami du chancelier Schröder) touche une allocation née de la fusion des allocations-chômage et des aides sociales de « 359 € par mois et l'obligation de bosser presque gratuitement ». Ce chômeur explique que « pour l'instant le Jobcenter me laisse tranquille, mais il y a deux mois, ils m'ont appelé pour faire la plonge dans une maison de retraite pendant deux semaines. Pas moyen de refuser, ou alors ils te sucront ton allocation. Et tu voudrais que je vote pour ça ? »

C'est-à-dire pour la majorité SPD-Grünen qui a instauré en 2005 le système le plus coercitif d'Europe dicit le Monde Diplomatique qui « force les allocataires à effectuer des jobs à 1 €, à déménager si leur logement est spacieux... ».

Il faut rappeler que c'est au lendemain de l'écrasement par les tanks de la bureaucratie du Kremlin du mouvement révolutionnaire de la partie Est de l'Allemagne en 1953 puis de la révolution hongroise en 1956 que le SPD, dans son congrès de Bad Godesberg en 1959, a adopté un programme qui balaye toute référence au marxisme, au socialisme et se fixe comme objectif la cogestion des entreprises, la défense de la propriété privée des moyens de production dans le respect de la « loi fondamentale de la république fédérale ».

Après la participation de l'Allemagne à la guerre contre la Yougoslavie et contre l'Afghanistan et après le démantèlement partiel du système de protection sociale, un mouvement de protestation porté par des chômeurs a vu le jour en 2001-2002, ce mouvement a été initié par des petits groupes d'extrême gauche et des éléments appartenant aux appareils syndicaux qui continuaient à défendre l'ancienne politique réformiste de la social-démocratie, c'est-à-dire la politique de la fin des années 70. Pour la première fois depuis l'unification, il y avait des mobilisations de plusieurs centaines de milliers de participants. Les bureaucraties des syndicats ont alors pris la tête du mouvement pour mieux le stopper.

La plupart des militants ont changé de cap et se sont tournés vers la création du parti WASG (Wahlalternative Soziale Gerechtigkeit/Alternative Électorale pour la Justice Sociale). Des hauts fonctionnaires des syndicats ont pris la direction de ce nouveau parti. Lorsqu'il est devenu clair que ce parti ne passerait pas la barre des 5 % (nécessaire pour être représenté dans les différents parlements) et que le PDS (héritier du parti stalinien de la partie Est) risquait de tomber en-dessous de la barre des 5 %, les dirigeants de ces deux partis ont décidé de fusionner leurs deux formations politiques. Le parti fusionné porte le nom « Die Linke » (Parti de Gauche).

Il s'agit d'un parti qui lutte pour un capitalisme social réformé, qui se prononce contre la révolution prolétarienne et qui a déjà participé au niveau régional (les Länder) à des gouvernements bourgeois (Berlin, Saxe-Anhalt, Mecklembourg-Poméranie Occidentale). Alors que Die Linke a représenté une forme de perspective politique pour une partie du prolétariat allemand, les résultats des dernières élections régionales au Mecklembourg-Poméranie occidentale voient la participation s'éroder encore un peu (58 % en 2006 à 52 %). Le FDP allié de la CDU au gouvernement s'effondre à 2,8 %, la CDU est à 23 % et le SPD à 36,7% alors qu'il sort d'une coalition avec la CDU.

La fédération PS à l'étranger remarque que « les Linke pour leur part ne savent pas trop comment accueillir ce résultat (18,4 %) tout compte fait très mitigé, n'ayant gagné que

1,5 % d'électeurs, perdant des voix du fait d'un fort taux d'abstention »

Ici, le tournant de 1989 pèse toujours sur la classe ouvrière

## 2) La Grande Bretagne :

Margaret Thatcher, arrivée au pouvoir en 1979, a mené pour le compte de la bourgeoisie britannique une offensive sans précédent contre tout le secteur industriel sous contrôle de l'Etat par un vaste programme de privatisations, en premier lieu de la sidérurgie, puis elle s'est attaquée aux mines de charbon. L'enjeu de cette attaque était double : liquider un secteur non concurrentiel et frapper le cœur de la classe ouvrière. En effet en 1972 et 1974, les mineurs avaient montré leur force dans des grèves qui avaient paralysé toute l'industrie. En 1974, de plus, cette grève avait causé la chute du gouvernement conservateur de Heath.

Dès 1977, le parti conservateur préconisait une offensive planifiée contre les mineurs afin d'ouvrir la voie à la restructuration de l'économie britannique. En 1984, le gouvernement Thatcher avait fait adopter au Parlement un train de lois anti-syndicales ayant pour but d'entraver l'action des travailleurs en particulier en encadrant le droit de grève et en interdisant les grèves de solidarité.

Sur la base de la trahison des directions syndicales, principalement celle du NUM (syndicat des mineurs) dirigé par A.Scargill proche du Parti communiste anglais qui fait traîner la lutte en longueur, isolant le combat des mineurs, refusant d'appeler à la grève de l'ensemble des travailleurs contre Thatcher, refusant même d'appeler à la grève de l'ensemble des mineurs, de la Trahison du TUC (Trade Union Congress) et des syndicats qui y sont affiliés, en particulier celui des cheminots et celui des dockers, tous sur la ligne de Scargill : « *la grève des dockers c'est la grève des dockers, celle des mineurs c'est celle des mineurs* », et en l'absence de toute direction révolutionnaire conséquente, la grève a été écrasée **au bout d'un an**.

Les mineurs et avec eux toute la classe ouvrière ont subi une défaite majeure dont les rapports de classe sont aujourd'hui encore marqués : la bourgeoisie est à la manœuvre. Les conservateurs restés au pouvoir jusqu'en 1997 ont poursuivi et accéléré leur programme de destruction des acquis ouvriers arrachés depuis la seconde guerre mondiale et de nettoyage de tout le secteur de la production.

C'est dans ce cadre là et surfant sur la période de réintroduction du capitalisme en URSS etc., que le Parti travailliste a pu faire son « Bad Godesberg. Blair, accédant à la direction du Labour Party en 1994, arrachait en 1995 sa transformation d'un parti qui ne « parle de socialisme que les dimanches et jours de fête » en un parti qui ne parle plus du

allemande qui ne se met pas en mouvement ou de manière très disloquée.

tout de socialisme : le New Labour. Ayant annoncé, avant son élection en 1997 et sa nomination comme premier ministre qu'il respecterait pour les deux premières années de son futur mandat les engagements budgétaires du gouvernement Major qui succéda à M. Thatcher, Tony Blair acceptait totalement l'héritage du thatcherisme.

Il assumait les 18 années pendant lesquelles les entreprises étatiques : sidérurgie, transports, arsenaux, ports, eau, gaz, électricité, etc... ont été privatisées, pendant lesquelles plus d'un million de logements sociaux ont été vendus, le tout représentant 10 % du PNB, 1 million d'emplois vendus au privé pour un montant global de 75 Milliard de livres, et la plus large dérégulation imposée dans tous les domaines : santé, éducation, transports, énergie, finances, télécommunications.....

Toute la situation politique en Grande Bretagne en est marquée, les lois antisyndicales sont toujours en vigueur. Ce qui a dominé la scène politique, c'est à la fois la mobilisation massive du mois de mars 2011 dans l'enseignement, mais sans perspective politique, et les émeutes de cette fin d'été.

Ces émeutes sont le fait d'une partie de la jeunesse, paupérisée et « ghettoisée », totalement inorganisée et sans aucune revendication politique. Pour autant il ne s'agit certainement pas de bandes fascistes ou préfascistes comme le prétendent certains bureaucrates syndicaux et politiques pour mieux soutenir la répression de Cameron.

L'absence de POR amène ici à la fragmentation des classes populaires qui sont les premières à souffrir des émeutes et permet à la bourgeoisie de déployer une politique pour restaurer « l'ordre moral britannique contre la racaille ». D. Cameron évoquant un « lent effondrement moral » promeut la logique chère à M. Thatcher selon laquelle la pauvreté découle de problèmes comportementaux, de défauts ou de choix individuels et constitue un bon moyen de légitimer l'amputation des budgets sociaux.

**L'absence de POR permet, on l'a vu, soit le développement de mouvements noyautés par des organisations bourgeoises sur le mode « indignés » alignés sur la ligne de la démocratie et donc en défense de la bourgeoisie, soit le développement d'émeutes qui permettent à la bourgeoisie de déployer un dispositif policier et judiciaire préfigurant ce qui pourrait être mis en place dans le cadre d'une guerre civile...**

## MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES EN TUNISIE ET EN EGYPTE

Les mouvements révolutionnaires en Tunisie et en Egypte marquent profondément la situation au Moyen Orient.

En Tunisie comme en Egypte la vague révolutionnaire n'est pas partie de rien. Elle est consécutive à de nombreuses grèves ouvrières pendant les mois et les années précédentes. En Tunisie, une partie des masses a réutilisé les structures de base de l'UGTT, contre l'orientation politique de soutien de l'UGTT au gouvernement Ben Ali. Cela a permis que s'organisent des comités de défenses de la classe qui n'ont pourtant pas pu se centraliser du fait de l'absence d'une ligne

révolutionnaire portée par des militants d'un parti révolutionnaire digne de ce nom. L'ampleur et la détermination des manifestations qui ont affronté la police et l'armée en Tunisie (l'armée se mettant en retrait en Egypte), le mélange et le brassage de toutes les couches de la population entraînés dans ce mouvement d'ensemble avec leurs propres revendications, mais unies dans la même exigence de la chute des dictatures, tout était réuni pour démontrer l'ouverture d'une crise révolutionnaire.

Depuis la chute des dictateurs obtenue par le mouvement

révolutionnaire des masses, la classe ouvrière ne désarme pas, même si l'affrontement est confus par manque de perspective politique pour la prise du pouvoir, et l'absence ici comme ailleurs d'un parti révolutionnaire à même de le donner lui interdit de prendre un avantage décisif et de permettre la victoire de la révolution. Car les bourgeoisies tunisienne et égyptienne cherchent, même si elles doivent aujourd'hui composer avec le mouvement des masses, à retrouver les conditions politiques de la seule forme de domination qui convienne à leur situation, celle du pouvoir fort.

En effet, les bourgeoisies de ces pays se sont constituées comme classes dominantes dans le cadre de leur lutte pour l'indépendance nationale et la décolonisation et après avoir installé leur propre Etat. Mais elles sont coincées entre l'impérialisme et les revendications de la population et pour se maintenir au pouvoir elles ont nécessairement installé des régimes autoritaires ou dictatoriaux.

Alors que la crise du capitalisme qui s'approfondit précipite dans une impasse, le maintien de leurs prébendes extorquées sur le peuple et concédées par l'impérialisme en échange de leur fonction de gardien de ses intérêts, doit nécessairement se faire sur le dos des masses qui n'en peuvent plus.

Les dictateurs chassés par la rue, une période d'instabilité s'installe qui durera tant qu'une des deux classes, la bourgeoisie ou le prolétariat, n'aura pas pris un avantage décisif sur l'autre. Et ce qui peut faire reculer les masses et redonner l'initiative à la bourgeoisie c'est précisément les illusions sur le rôle soi-disant progressiste de leur bourgeoisie dont l'appel à élire une assemblée Constituante souveraine est l'illustration.

Cette revendication, avancée par l'impérialisme, la bourgeoisie et maintes couches de la petite bourgeoisie, de même que des partis se réclamant de la classe ouvrière, d'une Assemblée Constituante destinée à instaurer ces libertés et les promesses d'une prospérité économique en découlant, trouve

## LES LEÇONS DE L'ALGERIE

Je ferai ici une place particulière à l'Algérie dont la bourgeoisie a pris une terrible avance dans les années 80. A la suite de mouvements importants et d'émeutes entre 1980 et 1986, la bourgeoisie algérienne a octroyé en 1989 une nouvelle constitution ouvrant la voie au multipartisme. Le FIS créé en février 1989 est légalisé en septembre et en 1990 il emporte une large victoire aux élections municipales et régionales.

Cette fraction extrêmement radicale de la bourgeoisie préconise la dictature islamique comme barrage au mouvement des masses tout en dénonçant la corruption du régime et la pauvreté d'une grande partie de la population. Le FIS appelle à une grève illimitée à laquelle le gouvernement répond par la répression et l'arrestation de ses dirigeants. S'ensuivent dix années de plomb pendant lesquelles sous couvert de l'état d'urgence, le pays va être mis en coupe réglée : répressions, arrestations, disparitions.

En 1995 les principales formations d'opposition dont le PT de Louisa Hanoun et les islamistes vont signer à Rome un « contrat national » appelant à l'arrêt des violences, lequel contrat sera repris dans la loi de « concorde civile » proposée par Bouteflika arrivé au pouvoir en avril 99, et qui sera

un écho profond au sein des masses. Comme l'enseigne l'histoire de toutes les révolutions prolétariennes, en l'absence d'un parti révolutionnaire, les ouvriers insurgés se voient d'emblée dépossédés de leur propre pouvoir naissant par la bourgeoisie elle-même.

Si en Egypte à notre connaissance aucune organisation n'avance la nécessité d'en finir avec le capitalisme et donc de centraliser les revendications des masses sur la prise du pouvoir, en Tunisie une organisation comme le PCOT (Parti Communiste Ouvrier de Tunisie) s'inscrit totalement dans le processus « démocratique » en se présentant dans un certain nombre de circonscriptions sur le programme suivant :

*« le PCOT veut voir inscrit dans la future constitution tunisienne la garantie des libertés fondamentales, le droit à l'éducation et à la santé gratuites, le droit au logement, l'égalité complète entre hommes et femmes.*

*En matière économique, "nous sommes pour la nationalisation des secteurs essentiels --mines, gaz, électricité--. Nous ne sommes pas contre le secteur privé, mais pour un secteur privé qui sert l'emploi et respecte les droits des travailleurs",*

En matière institutionnelle, le PCOT défend un régime parlementaire et une réelle décentralisation « qui passe par l'élection dans les régions de conseils populaires ayant un pouvoir exécutif réel ». « Nous voulons également la réorganisation et l'assainissement des corps sécuritaire et judiciaire » et l'un des points de leur programme est l'introduction du principe de référendum à tous les niveaux « pour consacrer le principe de la participation populaire à la prise de décision ». La place de la sociale démocratie ne reste jamais vacante !

La bourgeoisie, en Egypte comme en Tunisie, cherche également d'autres solutions contre-révolutionnaires pour se remettre en selle : appui sur l'armée, soutien au processus démocratique et montée en puissance des islamistes.

approuvée par référendum en septembre.

La classe ouvrière algérienne a donc subi 10 ans d'exactions. Des grèves, des émeutes ont lieu régulièrement, mais le prolétariat a des obstacles majeurs à surmonter : sa bourgeoisie est parvenue à instaurer un pouvoir fort sous couvert d'une « démocratisation » des institutions derrière laquelle se rangent toutes les organisations ouvrières qui la défendent bec et ongles.

Il suffit de consulter le site de l'UGTA ainsi que celui de l'ex-PC Algérien qui a troqué le « C » de communiste en « D » de démocratique (ce que d'ailleurs la direction du PCOT en Tunisie semblait vouloir faire avant son congrès en juillet 2011 mais n'a sans doute pas pu réaliser). L'UGTA soutient à fond le gouvernement et a même mis en place des comités de défense de l'outil de travail, c'est-à-dire pour protéger les usines en cas de grève....

Réagissant aux « violentes émeutes des jeunes touchant plusieurs wilayas du pays, provoquées par la flambée subite des prix des produits de base, et de rumeurs diverses », l'UGTA et le PT ont dénoncé et condamné, dans une déclaration commune, « les actes de spéculation qui, sous couvert de marché mondial, ont provoqué cette augmentation

*abusive des prix touchant les produits de base et de large consommation » (...) Considérant cette spéculation "provocatrice" comme une "atteinte frontale" à l'effort national pour l'amélioration des conditions de vie et du bien être social de population et à la reconstruction nationale, ils ont soutenu, à cet effet, que cette spéculation "est également une provocation aux lois de la République ».*

Enregistrant « la volonté » d'apaisement des pouvoirs publics, matérialisée dans les mesures décidées par le Conseil interministériel pour juguler la flambée des prix du sucre et de l'huile, l'UGTA et le PT ont réaffirmé, à ce propos, « leur attachement » aux principes de protection de l'outil de production nationale, énoncés dans les lois de finances complémentaires 2009 et 2010. Tout en mettant en relief les mesures prises pour sauvegarder le pouvoir d'achat des citoyens, exprimant, par ailleurs, leur « solidarité » avec les préoccupations sociales « légitimes » des jeunes, ils ont estimé, à la même occasion, que « le saccage des services publics, des biens privés, des établissements scolaires, des unités sanitaires, sociales et de production comme une atteinte aux biens de la collectivité nationale ».

C'est ainsi que l'UGTA et le PT ont mis en avant, dans cette déclaration, leur conviction que la prise en charge et le traitement des préoccupations socio-économiques de la

société, et particulièrement de sa jeunesse, « se réalisent sur des bases d'écoute, de confiance et de dialogue ».

Le PADS (ex-PCA) de son côté fait de grandes déclarations en « solidarité » avec les masses arabes en mouvement :

*« Les communistes algériens mèneront de leur côté leurs luttes pour que le peuple algérien continue à manifester sa solidarité avec la lutte des travailleurs égyptiens. Cette solidarité effective s'exprimera dans l'intensification des luttes pour un changement radical de régime avec l'instauration d'un État démocratique populaire de progrès et anti-impérialiste, un État qui sera solidaire des luttes de tous les exploités et opprimés dans le monde pour abattre la domination des oligarchies militaro-financières réactionnaires ».*

Déclaration du PADS, le 12 février 2011 en solidarité avec les travailleurs égyptiens, mais je n'ai pas vu qu'il avance quelque mot d'ordre que ce soit pour permettre à la classe ouvrière algérienne de se mettre en mouvement sur l'objectif de la prise du pouvoir. Le PADS considère probablement que l'Algérie est déjà une Etat démocratique populaire de progrès et anti-impérialisme et qu'en conséquence de quoi il faut protéger Bouteflika. Les proclamations pour aller vers une société socialiste demeurent pour le moment des incantations.

## LIBYE, YEMEN, SYRIE

Je reprends ici l'analyse que Vincent Présumey a fait paraître dans le journal Le Militant du 7 septembre 2011 et qui me paraît tout à fait intéressante :

*« Les circonstances de la chute de Kadhafi, liée à une intervention de l'OTAN, permettent la confusion.*

*En France, elle est présentée comme l'œuvre et le succès personnel de Sarkozy, mensonge grotesque permis par le soutien de la majeure partie de la gauche officielle. Ceux qui, comme Hugo Chavez, disent qu'une intervention impérialiste vient de triompher et soutiennent le soi disant combattant Kadhafi, disent au fond la même chose, vu d'un autre côté qui n'est, pas plus que le précédent, le point de vue des exploités et des opprimés. (...)*

*Premièrement, c'est bien une révolution qui a éclaté partout en Libye en février 2011, comme conséquence directe des révolutions tunisienne et égyptienne encerclant le pays, remportant leurs premières victoires en chassant Ben Ali et Moubarak. Toute une jeunesse s'est levée, de Tripoli à Benghazi, pour faire de même avec Kadhafi. Elle s'est rapidement heurtée aux plus grandes difficultés pour remporter cette première et fondamentale victoire : la peau du tyran.*

*En effet, les structures sociales libyennes - prolétariat en grande partie africain noir tenu à l'écart de la lutte, et pluralité culturelle, régionale et tribale du pays - l'expliquent largement. D'une part une répression formidable a tenté de reprendre le dessus, d'autre part, en Cyrénaïque, des forces tribales et islamiques ont tenté de prendre le contrôle du mouvement.*

*C'est à la faveur de cette situation que s'ouvre la seconde phase, celle de l'intervention impérialiste. A l'initiative de celle-ci, la France de Sarkozy a trouvé dans le déclenchement d'une aventure en Libye le*

*moyen de ne plus faire parler de la compromission totale, non seulement politique, économique, policière et militaire, mais personnelle, de son gouvernement avec les dictateurs Ben Ali, Moubarak et Kadhafi, et de reprendre pied en Afrique, parallèlement à une autre opération militaire en Côte-d'Ivoire.*

*Si l'on peut comprendre que des libyens insurgés aient alors souhaité une telle intervention pour ne pas être tués, on ne peut la cautionner en aucune façon. (...) L'intervention de l'OTAN n'a pas sauvé l'insurrection et tel n'a jamais été son objectif.*

*La fonction politique réelle de l'intervention, rapidement opératoire, était d'encadrer le soulèvement en consolidant une direction réactionnaire autoproclamée, indépendante des premiers groupes armés, comités locaux et syndicats ayant commencé à se former à la base : le « Conseil National de Transition » (CNT), amalgame de délégués tribaux, d'islamistes liés aux Frères Musulmans et/ou à al Qaïda, et d'ex-dignitaires de l'ancien régime y jouant un rôle prépondérant. La logique de l'intervention de la France et de l'OTAN était uniquement d'établir un protectorat impérialiste sur la Cyrénaïque, donc une partition de fait de la Libye. Les combats, dans le fond du golfe des Syrtes, de Brega à Ras Lanouf, zones faiblement peuplées sans aucun foyer insurrectionnel, avaient pour unique enjeu le contrôle des terminaux pétroliers.*

*Au delà des enjeux économiques, qui ne consistaient pas à disputer la rente pétrolière à un pays soi-disant anti-impérialiste mais à prendre des assurances sur sa répartition future, la fonction politique de l'intervention était, de fait, de porter un coup d'arrêt à la dynamique des révolutions arabes. Simultanément, les pays du golfe réprimaient dans le sang le soulèvement de la majorité chiïte au Bahreïn,*

*faisaient en sorte de faire tourner en guerre civile et tribale la crise révolutionnaire ouverte au Yémen, et le boucher Assad envoyait ses chars, ses avions et ses tortionnaires contre son peuple. Libye, Yémen, Bahrein, Syrie : sous des formes diverses, les forces armées de l'ordre établi jouaient leur rôle, à la fois directement répressif et facteur de confusion. **Totalement contre-révolutionnaire**, telle est depuis le début l'intervention de l'OTAN déclenchée par la France. »*

En Syrie, ville après ville, village après village, l'insurrection s'étend, confrontée à une répression sanguinaire qui ne fait pas de la Syrie une exception, mais un paradigme : le peuple contre l'État, l'État réduit aux bandes armées de tortionnaires voleurs, violeurs et corrompus. C'est avec un courage et probablement l'énergie du désespoir que le peuple syrien affronte, jour après jour, l'armée qui semble parfois donner des signes de faiblesses et est suppléée par des bandes

## PALESTINE ET ISRAEL

Les révolutions arabes secouent comme nous l'avons vu toute la région, le peuple palestinien n'est pas en reste qui, il y a peu, manifestait pour exiger l'unité des organisations bourgeoises nationaliste ou islamiste dont il dispose : Fatah et Hamas.

Et comme pour répondre aux attentes, à l'exaspération des palestiniens qui vivent en Cisjordanie et à Gaza dans des conditions d'extrême précarité, sur un territoire qui en Cisjordanie est mité par la colonisation israélienne et qui à Gaza est un « trou à rats » (ces territoires ne représentant plus que 22 % du territoire de la Palestine d'avant 48), la proposition de Mahmoud Abbas de faire reconnaître l'Etat Palestinien à l'ONU, est une fuite en avant.

N'ayant aucune solution dans une situation qui se tend, il sort un projet qui porte à la fois l'espoir des masses palestiniennes et qui est à la fois une trahison supplémentaire puisque cette reconnaissance reviendrait à tirer un trait sur la revendication d'une Palestine dans les frontières de 48 et du retour des réfugiés.

Mais de toute façon, même dans ces conditions, cette proposition ne peut être acceptée par Israël et son allié américain parce que même mité même inviable, la reconnaissance internationale d'un Etat palestinien même croupion reviendrait à renoncer à Eretz Israël : le grand Israël sur tout le territoire de la Palestine historique.

Parallèlement, compte tenu des conditions sociales de plus en plus difficiles en Israël, un mouvement des indignés s'est organisé cet été sur la base de revendications pour le droit au logement et contre la vie chère, puis une attaque de roquettes venue de Gaza le 18 août a opportunément permis de

## EN CONCLUSION

Je ne peux pas balayer l'ensemble des pays du monde, mais partout des mouvements se produisent, sur tous les continents.

En Amérique du Sud : les étudiants chiliens mènent le combat depuis plus de 4 mois sur leurs propres revendications, en Bolivie, en Chine sur l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, contre des implantations d'usines polluantes, en Afrique du Sud, aux Etat-Unis.

sanguinaires (cf. article du Monde septembre 2011). Toujours est-il que le mouvement révolutionnaire s'étend.

Pourtant, les débris staliniens orthodoxes mènent campagne pour apporter leur soutien indéfectible à Bachar El Hassad et condamner la mobilisation populaire comme le fruit de provocations de l'impérialisme : vieille rengaine stalinienne de toujours en soutien aux tyrans au nom de « l'anti-impérialisme » dont ils seraient les représentants, la même qui a prévalu pour couvrir Khomeiny pendant qu'il assassinait les militants ouvriers en Iran et étranglait la révolution. Evidemment, il faut distinguer : s'il s'agit d'une agression impérialiste contre un pays dominé, les révolutionnaires se rangent inconditionnellement du côté du pays dominé, fût-il dirigé par un tyran, comme c'était le cas de l'Irak. Mais ici, il s'agit du peuple syrien qui se soulève contre le dictateur, et pas d'une agression impérialiste !

suspendre le mouvement qui a repris début septembre avec une manifestation de 450 000 personnes à Tel Aviv. Et comme le rapporte Le Monde du 6 septembre : « *Après la protestation vient l'heure de la concertation. Les organisateurs du mouvement social ont annoncé samedi une pause dans les manifestations (...) en attendant les recommandations du comité d'experts nommé par M. Netanyahou* ».

David Grossman écrivain israélien militant du « camps de la paix » explique qu'il a été surpris par l'ampleur de la protestation après des années « d'apathie » alors que les gouvernements successifs ont taillés pendant des années dans les acquis de la classe ouvrière qui se sont réduits comme peau de chagrin. Il pointe pour expliquer cette « apathie » « *la dérive liée à la colonisation comme le facteur le plus important de l'échec des systèmes de contrôle et d'alerte de la société israélienne. Même ceux dit-il qui étaient choqués se contentaient en général d'un soupir et mettaient ça sur le compte de la « situation* ».

En effet, comme en Algérie au temps de la colonisation française, les travailleurs colons sont totalement liés aux intérêts de la classe bourgeoise, ils ont un ennemi commun. Et la « situation » comme « les évènements » dont la France a longtemps qualifié la guerre d'Algérie, est appréciée comme étant le fruit d'une agression extérieure alors même que c'est le peuple colon qui occupe, ce qui est totalement nié par les colons qui forment une seule « caste », et même s'il est certain que la classe ouvrière israélienne souffre de la crise économique, de l'état de guerre permanent, aucune revendication ne peut dépasser le cadre fixé par la sécurité nationale de l'Etat colon.

De partout le prolétariat engage ou engagera le combat en défense de ses conditions de travail et de vie.

Et compte tenu de la crise du capitalisme qui s'approfondit de jour en jour, une conclusion s'impose à tous les militants révolutionnaires à savoir que notre responsabilité est à l'aune de la situation faite au prolétariat dans le monde entier, il est absolument impératif de construire des POR et une IOR dans la période qui vient.

## Qui sommes-nous ?

Des militants attachés à la défense des droits et intérêts de la classe ouvrière et des masses exploitées en général, avec la conviction que ceux-ci exigent non pas la recherche d'une impossible réforme du système de profit capitaliste, mais **la volonté de l'abattre**.

Nous sommes profondément convaincus que des millions de travailleurs et d'opprimés ressentent, comme nous, avec angoisse, que ce système mène la société toute entière et de plus en plus vite, à une impasse sans précédent, dont la barbarie est déjà à l'œuvre. En même temps, tout en s'efforçant de réagir aux oppressions par les moyens à leur disposition, ils ne voient pas comment en extirper les racines et construire un système social qui en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme, **c'est-à-dire le socialisme**.

Nous considérons que pour cette tâche historique, le prolétariat et les masses populaires en général ont besoin de reconstituer, sur le plan national en France **un Parti Ouvrier Révolutionnaire** et à l'échelle mondiale, **une Internationale Ouvrière Révolutionnaire**, qui ont été détruits par les trahisons successives de la social-démocratie et du stalinisme.

Parmi les groupes et organismes qui se réclament du trotskysme ou de la révolution, nous nous distinguons d'une part par notre refus du sectarisme comme des dérives bureaucratiques, opportunistes ou « gauchistes », d'autre part par une ligne politique constante et claire : **mettre en avant, en toutes circonstances et avant tout, le combat pour un gouvernement ouvrier fondé sur le Front unique des organisations ouvrières contre la bourgeoisie**, et contrôlé par la mobilisation permanente des masses

C'est sur cette ligne que nous militons dans les syndicats, pour la démocratie ouvrière et pour leur indépendance de classe, contre toute forme de collaboration des représentants syndicaux avec ceux du patronat et de la bourgeoisie, quel que soit son titre : « cogestion », participation » ou « dialogue social », etc...

C'est également sur cette ligne que nous militons dans les regroupements autonomes (collectifs, comités,...) par lesquels la classe ouvrière, les jeunes et les masses populaires en général cherchent à organiser leurs combats, contre la tutelle et les trahisons des bureaucrates syndicaux et politiques au bénéfice de la classe dominante.

Nous ne séparons pas ce combat quotidien pour les revendications immédiates et élémentaires des exploités, affamés et rejetés par la férocité impérialiste, des mots d'ordre « transitoires » ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et à « **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes** ».

Nous nous situons ainsi en continuité du « Comité pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire » fondé en 1984 par le dirigeant trotskyste **Stéphane JUST**.

## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Combattre pour en finir avec le capitalisme.

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

E-mail (facultatif) : .....

Abonnement pour **10 numéros** (comprenant les suppléments, tracts, informations...) : **20,00 €**

Etudiants, chômeurs : 5, 00 à 10,00 €

Abonnement de soutien : 35,00 – 40,00 – 50,00 € - Merci

Je joins un chèque de ..... € à l'ordre de **A.R.T.P.** et à l'adresse

de Louis RASCLE 24, allée des Platanes 69500 BRON

Signature : .....